

- 1 Karl Marx, *Le Capital*, Éditions Sociales, Livre III, tome VI, p. 341.
- 2 Nicolas Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, Anthropos, 1967.
- 3 Paul Hirst & Grahame Thompson, *Globalization in Question*, Polity Press, Cambridge, Royaume-Uni, 1996.
- 4 Paul Bairoch, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Éditions La Découverte, 1994.
- 5 *Bulletin du FMI*, 19 mai 1996, cité par René Passet, *Éloge du mondialisme par un « anti » présumé*, Fayard, 2001.
- 6 Vito Tanzi, « Globalization and the Future of Social Protection », *IMF Working Paper* n° 00/12, janvier 2000.
- 7 La Banque mondiale dispose d'un service spécialement baptisé *Shrinking smartly*.
- 8 E. Mandel, *Le Troisième Âge du capitalisme*, Les Éditions de la Passion, 1997, chapitre X.
- 9 Odile Castel, « La naissance de l'ultra-impérialisme. Une interprétation du processus de mondialisation » dans Gérard Duménil et Dominique Lévy (sous la direction de), *Le Triangle infernal. Crise, mondialisation, financiarisation*, Actuel Marx Confrontation, PUF, 1999.
- 10 Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Exils, 2000.
- 11 Toni Negri, « L'« Empire », stade suprême de l'impérialisme », *Le Monde diplomatique*, janvier 2001.
- 12 Édouard Bourcieu et François Benaroya, « Les grands groupes français face à la mondialisation », *Les Notes bleues de Bercy* n° 196 et n° 197, décembre 2000.
- 13 Patrick Artus, « 125 par dollar : la limite de dépréciation du yen que les Américains sont prêts à accepter », *Flash* n° 2001-75, CDC Ixis, 10 mai 2001.

Métamorphoses impériales

Stavros Tombazos

Chercheur à l'Institut européen de Chypre,
Auteur notamment de *Les Temps du Capital* (Paris, Cahiers des Saisons, 1996)

La mondialisation libérale et l'impérialisme tardif

La mondialisation du capital et l'internationalisation accrue des économies nationales

ne constituent pas une forme d'évolution naturelle de la société moderne et elles ne sont pas liées directement aux innovations technologiques récentes. Nulle téléologie et nul fatalisme historiques ne peuvent expliquer la « mondialisation ». Elle est le produit politique d'une gestion bien particulière de la crise économique structurelle (de sa gestion néo-libérale) qui impose une nouvelle répartition de la valeur entre classes sociales et entre régions du monde. Émerge ainsi un « impérialisme tardif » qui crée les conditions d'une phase de croissance économique plus ou moins longue et géographiquement limitée, tout en aiguissant la crise multidimensionnelle de la totalité systémique du capitalisme mondial.

La répartition néo-libérale de la valeur

La quatrième crise structurelle¹ de l'histoire capitaliste permet de saisir l'enjeu des années 70. Il s'agissait pour les classes dominantes des pays capitalistes avancés de rétablir leur taux de profit en élevant le taux d'exploitation de la classe ouvrière, ainsi que la part de la valeur produite dans les pays en voie de développement transférée dans les pays du Centre par le biais de l'échange inégal et autres mécanismes. En d'autres termes, il s'agissait de contester le compromis social mis en place dans des années de l'après-guerre – l'État keynésien et ses mécanismes régulateurs – et de réaffirmer la domination impérialiste en lui donnant un contenu nouveau. La « mondialisation » néo-libérale constitue la méthode et l'idéologie de cette contre-offensive du capital.

Lors du sommet de Tokyo de 1979, le G-5 décidait une réorientation radicale des politiques économiques, mettant en branle ce qu'il est convenu d'appeler « mondialisation ». L'inflation fut considérée comme la cause principale, sinon unique, de la diminution du taux d'accumulation du capital et de la croissance du PIB. Le contrôle de l'inflation devenait la première priorité de la politique économique alors que le plein emploi était censé au contraire résulter de manière

quasi-automatique de la maîtrise de l'inflation et du rétablissement des profits. On a donc commencé à appliquer des politiques monétaires restrictives. Négatifs dans tous les pays capitalistes avancés durant les années 70 (sauf en Allemagne) les taux d'intérêt réels à long terme (sur les titres publics) remontent dans les années 80 à entre 5 % et 7 % selon le pays. S'ouvre ainsi une période de dévalorisation du capital à travers une concurrence plus dure entre entreprises productives. Les moins performantes disparaissent tandis que la restructuration industrielle et les licenciements économiques s'accroissent.

La concurrence capitaliste devient d'autant plus intensive que la mobilité internationale du capital est grande, les douanes désarmées, les marchés libéralisés. Dans les années 80, on assiste ainsi à une série d'innovations qui permettent effectivement une plus grande mobilité de capitaux et accélèrent en retour la libéralisation des marchés. Les marchés de change sont progressivement déréglementés tandis que l'on privatise les entreprises publiques en licenciant le personnel « excédentaire ». Dans la seconde moitié de la décennie, on voit les investissements directs à l'étranger (IDE), et notamment les investissements de portefeuille, croître à un rythme vertigineux. François Chesnais a démontré que s'accroissait ainsi un processus de formation d'oligopoles internationaux².

La dévalorisation/rationalisation du capital se combinait avec la dévalorisation de la force de travail. La constitution d'une armée industrielle de réserve et les diverses formes de précarité contribuaient en retour à une détérioration des rapports de forces entre les classes au détriment de la classe ouvrière, qui apparaît au plan strictement comptable dans la croissance du rapport productivité du travail/salaire réel. Alors que, dans les années précédant la crise, on constate une étonnante coïncidence entre la croissance annuelle de la productivité du travail et du salaire réel au sein de l'Union européenne et aux États-Unis, dans les années 80 et 90 le salaire ne suit plus. Le taux d'exploitation des salariés augmente, ce qui joue un rôle essentiel dans le rétablissement progressif du taux de profit à partir de 1982 au sein du G-7³. Le mécanisme essentiel d'une nouvelle répartition de la valeur entre les classes sociales est donc celui d'une dévalorisation du capital, qui abaisse la composition organique du capital, et d'une dévalorisation de la force de travail qui augmente le taux d'exploitation.

Si les taux d'intérêts élevés ont aiguisé la concurrence nationale et internationale, ils sont également la cause principale des déficits publics des années 80 et 90. Selon l'idéologie dominante, ces déficits proviennent essentiellement des prestations sociales; d'où le discours de Tony Blair et de Gerhard Schröder contre l'« État-assistance ». Les données empiriques sont loin de confirmer cette croisade idéologique. La dette publique des quinze pays de

l'Union européenne augmente tout au long des années 80. De 41,9 % en 1981, elle passe à 66,1 % en 1993 au moment de la ratification du traité de Maastricht. Malgré les critères restrictifs de Maastricht, elle continue à augmenter régulièrement pendant quelques années encore. En 1997, elle atteint 73,7 % alors que le traité est censé imposer un plafond de 60 %. Cependant, cette croissance de la dette publique ne peut être attribuée à une croissance des dépenses de l'État hors intérêts supérieure à celle des recettes. Abstraction faite des intérêts versés à la finance pendant les années 80, et malgré les déficits de 1981, de 1982 et de 1983, les rentrées de l'État excèdent les dépenses. C'est bien la politique des taux d'intérêt élevés qui est responsable aussi bien des déficits budgétaires que des dettes publiques. Qu'elle soit appliquée par la droite ou par la social-démocratie, cette politique dilate les déficits pour en rendre responsable ce qui reste de l'ancien « État-providence ». Avec la mise en œuvre du traité de Maastricht, on s'oriente vers une politique budgétaire encore plus restrictive alors que les taux d'intérêt demeurent élevés⁴. Associée à une politique monétaire tout aussi restrictive, cette politique budgétaire est à l'origine d'une redistribution proprement néolibérale des revenus dont profite le capital financier au détriment des salariés. La politique budgétaire des années 80 aux États-Unis n'est pas aussi restrictive qu'au sein de l'Union européenne. En fait, les administrations publiques y dépensent (hors intérêts) plus qu'elles ne reçoivent. Dans ce pays y compris, la plus grande partie du déficit public est due au versement d'intérêts et non pas au déséquilibre entre recettes et dépenses hors intérêts. Sans l'élévation des taux d'intérêt, le déficit budgétaire des années 80 n'aurait rien eu de dramatique. Le mécanisme d'une nouvelle répartition de la valeur entre les classes sociales est le même qu'en Europe, mais il agit peut-être d'une manière moins brutale par rapport à certains pays européens comme la France.

Nous n'avons examiné que le premier aspect du mécanisme à partir de la structure des dépenses de l'État. Le second aspect est plus facile à analyser. Il suffit en fait de se poser la question suivante: Qui paye les impôts? De 1980 à 1995, dans les pays de l'Union européenne, les impôts sur la consommation restent pratiquement invariables. Par contre, dans la même période, ceux sur le « facteur-travail » s'élèvent de 35 % (dans l'Europe des 9) du total à environ 43 % (dans l'Europe des 15), alors que les impôts sur les « autres facteurs de production », c'est-à-dire essentiellement le capital, baissent de 47 % (dans l'Europe des 9) à 36 % (dans l'Europe des 15).⁵ Il s'agit là d'un phénomène connu d'abord aux États-Unis sous le nom très neutre de « politique de l'offre ». La politique fiscale et la politique budgétaire corrigent moins les inégalités sociales des revenus, de sorte que la part du profit industriel augmente au détriment des salaires. Notons au passage que, dans la présentation des

choses par l'économie vulgaire, le profit industriel est généralement confondu avec le profit d'entreprise, comme si le capital financier produisait lui-même de la valeur et de la plus-value. Or le profit industriel, d'abord un et indivisible, se divise ensuite en profit d'entreprise et en profit financier (et commercial). Ceci veut tout simplement dire que les revenus financiers ne sont qu'une partie de la plus-value industrielle. Ils dépendent du rapport des forces entre capital productif et capital financier. Que la politique budgétaire combinée à la politique monétaire favorise la partie financière du profit industriel, c'est-à-dire les revenus d'un capital non productif, illustre la perversité/inefficacité de certains choix néo-libéraux.

Si l'on examine le rapport entre l'évolution du salaire réel et l'évolution de la productivité du travail à partir de 1974, on constate que le salaire annuel moyen progresse moins vite que la productivité dans les trois pôles de la triade États-Unis-Japon-Europe. L'écart est cependant moins important aux États-Unis. En fait, ce pays consomme, de manière productive ou improductive, une partie de la plus-value produite par l'Europe et le Japon. Il peut ainsi se permettre un écart moins brutal entre productivité et salaires, du fait notamment du rôle hégémonique mondial de sa monnaie. Dans les années 80 quelque chose change pourtant dans la balance de paiements des États-Unis. Ils commencent dès le début de la décennie à présenter des déficits commerciaux (accompagnés d'un déficit budgétaire croissant) et des excédents de la balance des capitaux. Ils sont le seul pays au monde à pouvoir supporter un tel déficit commercial permanent, dans la mesure où ils peuvent boucher ce trou par une importation nette de capitaux. Ils financent donc leur déficit budgétaire par l'émission des titres publics et deviennent ainsi le pays le plus endetté au monde⁶, sans avoir à se préoccuper de la « contrainte extérieure » imposant des politiques restrictives en vue d'un équilibrage de la balance commerciale. Grâce à cet « avantage comparatif » en tant que pôle d'attraction de capitaux, ils financent une partie de l'accumulation locale du capital avec une épargne étrangère provenant du Japon et d'Europe, notamment d'Allemagne (sauf pendant un certain temps après la réunification). Qu'il s'agisse d'une accumulation du capital financée par un investissement direct international, par un investissement de portefeuille, ou de manière indirecte par la dette publique, ne joue ici aucun rôle. Ce qui importe, c'est qu'une partie de la valeur sociale produite ailleurs est transférée et consommée aux États-Unis.

Leur politique économique respecte la conjoncture interne et s'y adapte sans se préoccuper des conséquences pour le reste du monde. De plus, ils peuvent se payer le luxe de mener leur politique économique intérieure sans se soucier d'éventuelles réactions de la « finance globalisée » qu'ils ont initiée et qu'ils dominent toujours dans une large mesure. Dans l'« économie-casino »

où tous les pays riches ont leur chance, les États-Unis fixent les règles du jeu. Nous avons déjà évoqué l'hégémonie du dollar dans la finance internationale. Cette hégémonie s'inscrit dans des rapports de domination économiques (malgré le déclin relatif de la productivité américaine qui rend ces rapports moins absolus par rapport aux années 50-60), militaires et diplomatiques de l'impérialisme dominant vis-à-vis bien sûr de la périphérie, mais aussi vis-à-vis des impérialismes de second rang.

La confiance des agents économiques internationaux dont profitent ainsi les États-Unis n'est pas uniquement fondée sur quelques « fondamentaux » économiques avantageux. Il s'agit de la confiance, dans une large mesure « raisonnable », en l'État américain et en ses institutions. Qui donc, à part le président de la Réserve fédérale, aurait assez d'influence personnelle pour régler une affaire aussi importante que *le Long Term Capital Management* en faisant appel aux banques internationales ?

L'empire contre-attaque

Le crime néo-libéral contre les pays en développement a commencé dès 1979 avec l'élévation des taux d'intérêts. Dans les années 60 et notamment 70, les pays en développement profitaient de prêts à taux avantageux. Qu'il s'agisse des prêts accordés par les banques américaines, par les eurobanques, par la Banque mondiale, qu'il s'agisse d'eurodollars ou de pétrodollars recyclés vers le Sud, importe peu ici. Ce qui importe, c'est qu'avec la crise structurelle au Nord et avec la « sur-liquidité » qu'elle a générée, des centaines de banques du Nord étaient heureuses de pouvoir accorder des prêts aux pays en voie de développement.

Dans les années 70, les économies des pays dépendants se sont trouvées ainsi dans une conjoncture favorable. Elles ont connu une croissance forte quasi ininterrompue jusqu'à la fin de la décennie. Leur endettement convenait à tout le monde. Le recyclage des pétrodollars via le système bancaire international constituait un transfert des ressources des pays peu peuplés, avec un potentiel d'importation limité, vers des pays à fort potentiel d'importation. Les pays endettés du Sud finançaient ainsi leur croissance en important des biens d'équipement produits au Nord et stimulaient la demande internationale.

Selon certains auteurs, les taux d'intérêts réels sur les prêts aux pays en développement (taux nominaux – inflation des États-Unis) des années 70 étaient légèrement négatifs⁷; pour d'autres, ils étaient légèrement positifs⁸. Une chose est sûre : la politique néo-libérale a augmenté brusquement les taux d'intérêts réels, élevant du même coup significativement le service de la dette. La dette extérieure des pays en développement a bondi de 567 milliards de dollars en 1980 à 1940 milliards de dollars en 1995. Dans la période 1980-

1992, le service de la dette transféré au Nord était de 1662 milliards de dollars, soit trois fois supérieur au montant total de la dette de 1980, alors que la dette en 1992 était deux fois supérieure à celle de 1980⁹. Cette dette qui s'auto-reproduit et s'auto-alimente, les nouvelles dettes servant à rembourser les anciennes, s'est transformée en rocher de Sisyphe pour les pays en voie de développement.

Bien sûr, l'élévation des taux d'intérêts n'est pas la seule responsable du problème de la dette. Elle doit être associée à la dégradation des termes de l'échange au détriment des pays en développement, sur laquelle Ernest Mandel attirait l'attention dès 1972¹⁰. Dans les années 80, on constate une dégradation très forte des termes de l'échange (chute du prix des matières premières, mais aussi diminution du prix international des marchandises manufacturées dans les industries du Sud). Comme le note Éric Toussaint, « la relation entre les prix (les termes de l'échange) du panier de produits exportés par le Sud et celui qu'il importe du Nord est passée de l'indice 100 en 1980 à l'indice 48 en 1992¹¹. » Il estime que le transfert annuel invisible de valeur du Sud au Nord, en raison de la dégradation des termes de l'échange, est comparable à celui résultant du remboursement de la dette. La politique néo-libérale est donc directement responsable, aussi bien de la crise de la dette, que de la détérioration des termes de l'échange des années 80. La contraction de la demande mondiale induite par la politique néo-libérale n'y est pas pour rien, même si toute une série d'autres raisons intervient. Les pays en développement ont mis plus de quinze années pour atteindre le niveau de production de 1980 en milliards de dollars de 1992¹², avant d'être frappés par les fameuses crises de « nouveau régime » directement liées à la « finance globalisée » dans la seconde moitié des années 90.

La crise de la dette, comme les crises plus récentes, n'ont pas seulement profité aux pays riches, mais aussi à certaines couches des bourgeoisies locales et de l'*establishment* politique. Le détournement de fonds et le lavage de l'argent « sale » sont l'une des fonctions essentielles des paradis fiscaux¹³ qui ne semblent pas trop gêner les États impérialistes. Les régimes dictatoriaux et la faiblesse de la société civile dans nombre de pays en développement rendent le détournement de fonds et l'utilisation irrationnelle des capitaux, ainsi que l'enrichissement de certaines couches sociales, particulièrement aisés.

Il existe aussi un rapport très étroit entre la politique néo-libérale, la crise des pays en développement, et l'élévation indirecte du taux d'exploitation dans les pays développés, aux États-Unis surtout, qui ont dû gérer la crise du système bancaire américain suite à la crise de la dette. Celle-ci avait de répercussions graves en raison notamment de l'insolvabilité des pays en développement. Les autorités américaines ont initialement tenté de gérer cette crise bancaire par

des mesures de déréglementation du secteur lui donnant une marge de manœuvre supplémentaire. Mais ces mesures ont été insuffisantes pour permettre de surmonter durablement la crise et d'écarter la possibilité d'un effondrement. L'État a donc dû financer nombre de déficits (socialiser les pertes) en transférant ainsi des ressources vers le secteur financier. Cette politique destinée à éviter une catastrophe majeure a créé un préalable pervers. Quand elles sont assez importantes pour menacer le système d'effondrement, les institutions financières peuvent spéculer sur le soutien tacite des autorités : en cas de menace de faillite, elles savent qu'elles seront secourues. Les nouveaux pauvres, qui se sont multipliés dans le monde développé et surtout aux États-Unis, sont abandonnés à leur sort, mais il y a toujours des ressources disponibles pour voler au secours de grands financiers en « difficulté temporaire ». Les États-Unis ont dû gérer l'effet boomerang de leur propre politique monétaire. Se vérifie ainsi une intuition de Trotski datant de 1932, sur laquelle insiste François Chesnais : « *En imposant la dictature du dollar sur le monde entier, la classe dirigeante des États-Unis introduira les contradictions du monde entier dans sa propre domination.* »¹⁴

Les crises des pays asiatiques et latino-américains¹⁵, après la crise mexicaine de 1994-1995, ont certainement leurs particularités. Elles ont aussi en commun nombre de caractéristiques que nous résumerons brièvement. Elles s'inscrivent d'abord dans le cadre de l'ouverture, imposée au début des années 90, des marchés « émergents » à la finance internationale. Les monnaies nationales de ces marchés étaient liées au dollar par un taux de change fixe ou quasi-fixe afin d'attirer des capitaux étrangers. La croissance de ces pays au début des années 90 a été généralement soutenue. Ils ont pu devenir importateurs nets de capitaux (souvent à court terme) qui leur ont servi à financer cette croissance. L'importation de capitaux passait souvent par une chaîne de prêts/emprunts (par exemple d'une banque internationale à une banque locale, puis à une industrie locale, ou à la Bourse) pour financer l'investissement local. Pendant les années de croissance accélérée, tous ces pays ont accumulé des déficits au niveau de leurs transactions courantes. En partie liés à des mauvais investissements, en partie liés à la parité fixe ou étroite avec le dollar ou à d'autres facteurs, ils n'étaient pas tenables à long terme. La dévaluation monétaire, qui signifiait un retrait incontrôlé des capitaux, selon l'expérience de la crise mexicaine, n'était certainement pas une décision facile. Cependant, en l'absence d'une politique économique adaptée, c'est par le biais de la crise que les déséquilibres accumulés ont été surmontés. C'est ainsi qu'on a vu les monnaies locales et les valeurs boursières se dévaluer brutalement. Le résultat immédiat de ces crises, outre leurs conséquences sociales, fut donc une nouvelle détérioration des termes de l'échange (effondre-

ment des prix d'exportation) et des conditions d'endettement de ces pays. Les taux d'intérêts que la finance internationale leur impose sont en effet plus élevés que dans les pays du Nord, car ils incluent une « prime de risque », variable selon le « classement » du pays concerné : plus un pays est en difficulté, plus les taux d'intérêts y sont élevés.

Le rôle du Fond monétaire international (FMI) dans ces crises a été souvent critiqué, y compris par des analystes peu suspects de lui être *a priori* hostiles. Il est cependant difficile de croire que cette institution ne pouvait prévoir que la Banque centrale du Brésil, par exemple, était incapable de défendre sa monnaie en 1998, même avec les sommes versées par le FMI. Quel était donc l'intérêt de la défense d'une monnaie indéfendable ? Dans quelles poches sont allées les réserves monétaires du pays dépensées en vain pour empêcher la dévaluation du *real* ¹⁶ ? Même dans les pires crises, tous les agents économiques concernés ne sont pas perdants. À moyen ou à long terme, les entreprises locales les plus performantes se partagent avec le capital étranger la production et la part de marché libérées par la faillite d'autres entreprises. Ce type de crise favorise ainsi la concentration/centralisation du capital, tout en dévalorisant la force du travail.

Certains pays frappés par les crises financières puis économiques ont retrouvé des taux de croissances importants, voire parfois une nouvelle euphorie boursière (la Corée du Sud). La presse néo-libérale s'est donc empressée d'oublier ces tristes « épisodes passagers ». Les nouveaux pauvres et les nouveaux chômeurs, eux, ne peuvent se permettre ce luxe de l'oubli, car leurs conditions de vie n'ont pas suivi les cours de la Bourse, si ce n'est à front renversé.

Le transfert de valeur des pays de l'Est en transition vers les pays occidentaux est rarement évoqué par la littérature sur la mondialisation, en raison du rôle marginal de ces économies dans l'économie mondiale. Cependant, outre les formes classiques de transfert (service de la dette, détérioration des termes de l'échange, détournement de fonds, etc.), il existe une forme particulière de transfert à travers les intermédiaires qui ont pu imposer des rentes énormes à la production industrielle ex-soviétique. La valeur ajoutée réelle de la production industrielle y est largement sous-estimée, car elle est d'abord confisquée par ces intermédiaires qui l'exportent ensuite en sous-facturant les prix de biens d'exportation. La valeur ajoutée ainsi transférée réapparaît à l'Ouest¹⁷. Cette méthode rappelle une vieille pratique de transfert des profits des filiales des entreprises multinationales vers leurs pays d'origine. En ex-URSS cependant, très peu d'industries échappent aux rentes des intermédiaires. Ces pratiques criminelles s'inscrivent directement dans le cadre institutionnel néo-libéral car elles se fondent sur un tissu de relations très étroites entre le capital étranger et ses partenaires locaux. L'accumulation primitive du capital

y égorge ainsi l'industrie au lieu de créer les pré-conditions de son essor. Elle arrive trop tard et s'inscrit d'emblée dans une économie mondiale fortement hiérarchisée qui lui assigne un rôle historique inédit. Grâce au FMI et aux « thérapies de choc » appliquées par l'ancienne bureaucratie travestie, un pays comme la Russie s'est ainsi sous-développé à un rythme impressionnant au cours de la dernière décennie. Ajoutons que sa dette extérieure est en large partie composée de la valeur ajoutée russe recyclée par la finance internationale. La production locale génère ainsi la dépendance extérieure de l'ex-deuxième puissance mondiale.

L'émergence de l'impérialisme tardif

« Capitalisme, stade suprême de l'impérialisme » ? Il est difficile aujourd'hui de prendre au sérieux cette formule d'Alain Lipietz. Elle visait à mettre en évidence la dynamique du capitalisme dans sa phase de croissance de l'après-guerre, fondée sur une progression régulière du pouvoir d'achat des salariés et sur un taux d'exploitation élevé dans le centre de l'accumulation, lié à l'approfondissement de l'organisation scientifique du travail et à sa diffusion dans les secteurs productifs. Le transfert de richesse des pays en développement n'y jouait qu'un rôle secondaire, incapable d'expliquer le dynamisme des « trente glorieuses ».

Il paraît incontestable aujourd'hui que l'impérialisme est de retour. S'agit-il d'une réédition de l'impérialisme classique ou plutôt d'un impérialisme d'un « nouvel âge », d'un « impérialisme tardif » ? Certaines différences entre cet impérialisme tardif et l'impérialisme classique sautent aux yeux. La circulation des capitaux et l'échange des marchandises sont fortement polarisés dans les pays industrialisés du Nord. Ceux de l'OCDE sont importateurs nets des capitaux en termes d'IDE¹⁸. La « colonisation » actuelle du tiers-monde se réalise par une domination avant tout économique et non par le partage territorial à travers l'occupation directe et les guerres impérialistes. Il ne s'agit pas nécessairement d'une domination plus « douce » de la périphérie dont on détruit les structures internes et les projets de développement, en condamnant souvent des couches entières de populations à l'anéantissement physique. Il s'agit cependant de formes de concurrence et de coopération inter-impérialistes nouvelles, plus subtiles que les formes classiques qui aboutissaient à des affrontements militaires.

Ces formes nouvelles ne correspondent nullement à un « ultra-impérialisme » qui tendrait à dépasser les États des pays dominants eux-mêmes ainsi que le pense O. Castel.¹⁹ Contrairement à ce qu'elle prétend, des trois « modèles » présentés par Ernest Mandel dans son *Troisième Âge du capitalisme* (*op. cit.*), c'est bien celui de la concurrence inter-impérialiste qui s'est imposé, celui que

Mandel considèrerait prècisèment comme l'évolution la plus probable du *Spàtkapitalismus* (capitalisme tardif) : « Dans ce modèle, l'interpénétration internationale des capitaux est assez avancée pour qu'un nombre plus élevé de grandes puissances impèrialistes indépendantes soit remplacé par un plus petit nombre de superpuissances impèrialistes, mais elle est si fortement entravée par le développement inégale du capital que la constitution d'une communauté d'intérêts globale du capital échoue. *La fusion des capitaux l'emporte au niveau continental et la concurrence impèrialiste intercontinentale s'en trouve d'autant plus aiguë.* » (*op. cit.*, p. 264.). La mondialisation actuelle du capital est sans aucun doute contradictoire. La fusion d'intérêts et de capitaux à l'échelle intercontinentale coexiste avec la « continentalisation » d'ensembles régionaux. Mais c'est bien cette dernière qui domine maintenant et qui continuera à dominer dans un avenir prévisible. Il y a à cela maintes raisons que nous ne pouvons présenter ici que de manière succincte.

Il faut tout d'abord souligner les données empiriques qui confortent cette thèse. Premièrement, le commerce continental l'emporte sur le commerce lointain. Deuxièmement, les IDE inter-européens sont supérieurs depuis 1989 aux sorties et entrées des autres IDE concernant l'Europe²⁰. Troisièmement, les accords institutionnels (marché unique, monnaie unique européenne, réforme des institutions européennes, Alena, etc., – ajoutons que l'État nippon a proposé à la Chine et à la Corée un système de soutien monétaire mutuel en cas d'attaques spéculatives qui pourrait aboutir à une sorte de « serpent monétaire » asiatique) indiquent un renforcement de la « logique continentale ». Quatrièmement, comme le note Michel Husson²¹, on constate une tendance à une division internationale du travail au sein de chaque pôle triadique et de sa sphère d'influence, particulièrement avancée en Asie (entre le Japon et sa périphérie).

Le niveau régional présente plusieurs avantages par rapport au niveau global²². Il combine des économies d'échelle avec des systèmes de gestion et de communication efficaces et permet une meilleure réactivité des entreprises avec le marché en amont et en aval, ainsi qu'un rôle plus actif de celles-ci dans la formation des cadres institutionnels (blocs et accords commerciaux). La mondialisation et la croissance des multinationales n'impliquent en effet aucunement un affaiblissement de l'État des « superpuissances impèrialistes ». Il faut d'abord souligner que les multinationales dites « globales » représentent un phénomène très minoritaire dans l'évolution actuelle du capitalisme. Ces multinationales, celles des grands pays impèrialistes surtout, demeurent dans une large mesure des entreprises nationales avec des activités et des stratégies internationales-mondiales. Cette affirmation est étayée par le rapport production nationale/production extérieure des multinationales, par la réalité de leurs

structures hiérarchiques, ainsi que par la nationalité prépondérante de leur main-d'œuvre²³. Les impèrialismes ont encore un ancrage national. C'est d'ailleurs pourquoi l'on constate un progrès aussi lent de la construction européenne. Les multinationales européennes affaiblissent-elles l'État-nation en général? Elles affaiblissent certainement l'État grec, mais elles renforcent l'État allemand, qui doit gérer, dans le cadre des institutions européennes et en dehors d'elles, un ensemble de relations très complexe.

De même, la « finance globalisée » provoque des crises que les banques centrales du Brésil et de la Corée ne peuvent gérer et qui échappent à leur contrôle. Les projets de développement de ces pays, fondés antérieurement sur une logique sans rapport avec le néo-libéralisme, ne sont plus réalisables dans le cadre néo-libéral. Les États des superpuissances impèrialistes en revanche, l'État américain au premier chef²⁴, sont renforcés. Ce sont ces États qui gèrent les crises pour les limiter géographiquement et empêcher leur propagation. La « finance globalisée » n'est d'ailleurs pas homogène. L'État allemand se trouve toujours face à une finance qui ne diffère pas beaucoup de celle décrite en 1910 par Hilferding dans *Le Capital financier* : les intérêts de long terme de la *Deutsche Bank*, contrôlant plus de 40 % de capital de la société industrielle *Daimler Benz*, sont intimement liés à ceux de cette dernière. À titre de comparaison, notons qu'aux États-Unis les plus grands investisseurs institutionnels ne contrôlent ensemble qu'une partie inférieure à 5 % du capital de *General Motors*.

Il n'y a pas de capital porteur d'intérêt (ni d'ailleurs de capital productif) sans État et sans réglementation. Alors que la déréglementation est aujourd'hui un mot à la mode, on oublie trop souvent les difficultés qu'elle entraîne. Elle implique une autre réglementation et surtout elle requiert des mécanismes et des institutions à la hauteur des désordres possibles frappant les centres même de l'impèrialisme tardif. Des liens extrêmement étroits subsistent donc entre le capital des puissances impèrialistes et leurs États.

Les puissances impèrialistes ont-elles pu exporter leur crise vers leurs périphéries? La réponse à cette question demande une extrême prudence. C'est pourquoi nous éprouvons certaines réserves quant à la validité de la thèse trop pessimiste de François Chesnais : « Ce sont les priorités du capital-argent de placement – et non plus celles du capital industriel – qui commandent le mouvement d'ensemble de l'accumulation : elles fixent l'horizon temporel de la valorisation du capital ainsi que le taux de rentabilité attendu ; et elles déterminent les principes de gestion des entreprises²⁵. » En raison de cette « dominance » de la finance, Chesnais estime que l'économie mondiale se caractérise par une « tendance à la contraction », affirmation qui mérite d'être nuancée. Il faut d'abord noter que le capital non financier considéré comme un

tout est en train de se désendetter, relativement dans certains pays impérialistes, absolument dans d'autres (en tous cas en France) à travers un taux de financement de l'investissement par un profit retenu brut (disons pour simplifier: le profit d'entreprise selon Marx) très élevé, voire supérieur à 100 %. Aux États-Unis, le profit d'entreprise finance environ 95 % de l'investissement brut dans les années 90. Durant cette période, les émissions d'actions nettes et les acquisitions d'actions du secteur non financier y avoisinent le 0, comme d'ailleurs en France. Dans la seconde moitié des années 90, elles sont négatives aux États-Unis (le secteur non financier rachète ses propres actions antérieurement émises). Dans ces deux pays, mais surtout aux États-Unis, la part du profit financier dans le profit industriel diminue depuis 1992-1993. Ajoutons que le taux d'accumulation semble suivre la croissance du profit d'entreprise en augmentation²⁶. Cela peut paraître paradoxal, mais le fait est que ni la finance directe, ni la finance classique ne financent aujourd'hui l'investissement. Par conséquent, la logique à « court terme » du capital financier, qui s'impose à celle du « long terme », tout comme le « gouvernement de l'entreprise » et ses critères de gestion particuliers²⁷, sont en dernière analyse les modalités d'une restructuration-concentration-centralisation-dévalorisation du capital industriel dans un cadre d'achats et de ventes de titres entre les sociétés non financières. Le capital financier n'est pas la cause de la crise. Il en est le résultat, devenu cause en retour de son prolongement et de sa durée: les instruments utilisés pour rétablir le profit industriel ont créé une dynamique financière en apparence autonome et ils ont été lourds de conséquences pour le profit d'entreprise, qui récupère pourtant peu à peu les marges perdues. La « dominance de la finance » n'est-elle pas en fin de compte un phénomène cyclique dans l'histoire du capitalisme caractérisant notamment les phases de crises structurelles?

On ne peut donc exclure l'éventualité d'une « exportation durable » de la crise économique des centres impérialistes, notamment lorsqu'on examine le cycle de croissance du premier « État-rentier » au cours des années 90. Nous avons examiné certains mécanismes de transfert de valeur aux États-Unis, ainsi que le nouveau partage de la valeur ajoutée locale. Ces mécanismes relèvent pour bonne part des fameuses « contre-tendances à la baisse tendancielle du taux de profit », dont parle Marx dans le 3^e livre du *Capital*. Plusieurs facteurs confortent la thèse de l'amorce d'une onde expansive longue aux États-Unis²⁸, malgré la récession actuelle prévisible et prévue depuis longtemps: la croissance du taux d'exploitation et l'approfondissement de l'échange inégal, les capitaux et les rentes qui affluent vers les États-Unis, la diminution de la composition organique du capital ou la croissance significative de sa productivité (suite à la centralisation-concentration du capital et à l'introduction massive

des nouvelles technologies de gestion à l'âge de maturité), la reprise de l'effort de R & D, les excédents budgétaires, la diminution drastique du rapport dettes nettes/actifs réels des sociétés non financières qui augmente le « profit d'entreprise » et diminue la part du profit confisquée par le capital financier. Bien sûr, la surchauffe de l'économie américaine a eu lieu au prix d'un surendettement des ménages et d'un déficit commercial qui a battu tous les records, ainsi que d'un taux d'inflation hétérodoxe par rapport au dogme néolibéral. La récession était donc préprogrammée. Elle risque d'être profonde et relativement longue, si l'on prend en considération le fait que les politiques anti-inflationnistes mettent du temps à se faire sentir.

Mais les phases de croissance longue n'ont-elles pas leurs propres fluctuations cycliques? L'Europe, qui a connu des évolutions similaires bien que moins prononcées, ne pourrait-elle pas profiter d'un cycle d'expansion aux États-Unis qui favoriserait ses exportations comme celles du Japon? De l'autre côté, une croissance durable élargie à l'Europe n'implique-t-elle pas un rééquilibrage du rapport de forces entre l'impérialisme américain et l'impérialisme européen permettant la réappropriation à moyen terme d'une partie de la plus-value européenne par l'Europe? Quelles formes pourrait prendre un tel conflit de répartition et quelles en seraient les conséquences sur l'économie? Peut-on véritablement exclure la possibilité d'une crise financière majeure aux États-Unis? Quelles sont les perspectives pour le Japon qui vient de traverser une décennie de crise? En dépit de la difficulté à donner des réponses pertinentes à ces questions, l'impérialisme tardif n'est pas le remède à la crise actuelle de la « totalité systémique » que constitue le capitalisme. Ni le taux d'investissement mondial des années 90 par rapport à celui des décennies passées, ni la croissance mondiale du PIB par habitant, qui avoisinait 4 % dans la période 1960-1973, pour tomber à un maigre 1,6 % dans la période 1987-1999²⁹, ne permettent d'affirmer l'éventualité d'une sortie de la crise économique mondiale dans un avenir prévisible.

Le Capital a dissocié progrès économique et progrès social. Ce divorce s'extériorise actuellement d'une manière extrêmement brutale. Le développement social et humain dépend de nos jours bien moins d'une accélération du rythme de croissance mondiale du PIB que d'une distribution des richesses plus égalitaire entre classes sociales, continents et régions, impliquant une redéfinition radicale de l'affectation des ressources productives, une réorientation fondamentale de la R & D, et une diffusion des connaissances plus soutenue et généralisée³⁰. Or, le transfert de valeur suit une logique exactement opposée à ce qui est nécessaire au développement social et humain: des classes à revenu faible aux classes à revenu élevé, de l'Europe et du Japon aux États-Unis, du Sud au Nord, de l'Est à l'Ouest.

Le Capital n'est pas simplement un rapport social. Il implique aussi un rapport de l'homme à la nature. Sa crise n'est pas seulement économique. Détruisant son environnement naturel, il tente de « distribuer » les nuisances et les risques de manière aussi inégalitaire que les revenus, ainsi que le montre la « sociologie du risque » allemande³¹. Le capital a encore plus de difficultés à gérer les effets boomerang de la crise écologique³² que les crises financières et économiques qu'il provoque. Car le rapport de la société à la nature n'est pas réductible au langage comptable de la valeur, à ses horizons temporels bornés, à sa rationalité sourde et aveugle. La crise écologique est absolument endogène au capitalisme. Une crise économique et sociale, une crise écologique et une crise de civilisation profondes et combinées sont les caractéristiques fondamentales de la nouvelle sainte alliance impérialiste.

1 Le livre récent de Duménil G. et Lévy D., *Crise et sortie de crise. Ordre et désordre néolibéraux*, Puf, Actuel Marx, Paris, 2000, a l'intérêt de rassembler un large éventail de données empiriques, permettant de fonder une série d'analyses d'inspiration marxiste anciennes sur des bases statistiques solides. Voir Mandel E., *La crise 1974-1982*, Flammarion, Paris, 1982. E. Mandel a été le premier économiste à avoir prévu l'onde longue récessive actuelle dès les années 60.

2 Chesnais F., *La Mondialisation du capital*, Syros, 1997.

3 Husson M., *Misère du capital. Une critique du néolibéralisme*, Syros, Paris, 1996.

4 Nous résumons ici brièvement un des résultats d'une analyse plus ancienne publiée en grec : Tombazos S., *La Mondialisation et l'Union européenne. Introduction à la critique de la mondialisation et du néolibéralisme*, Ellinika Grammata, Grèce, 1999.

5 *European Economy*, n° 65, Convergence Report 1998.

6 Voir Plihon D., « Déséquilibres mondiaux et instabilité financière : la responsabilité des politiques libérales », in Chesnais F. (Coord.), *La Mondialisation financière. Genèse, coût, enjeux*, Syros, Paris 1996.

7 Duménil G. et Lévy D., *Crise et sortie de crise*, op. cit.

8 Toussaint E., *La Bourse ou la vie. La finance contre les peuples*, CADTM, Bruxelles, 1998.

9 *Ibidem*, p. 130.

10 Voir *Der Spätkapitalismus*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1972, ou la nouvelle édition française, *Le Troisième Âge du capitalisme*, Les Ed. de la Passion, 1997.

11 *Op. cit.*, pp. 133-134.

12 Voir Duménil G. et Lévy D., *Op. cit.*, figure 11.2.

13 Voir Ziegler J., *La Suisse lave plus blanc*, Seuil, Paris, 1990, et Attac, *Les Paradis fiscaux ou la finance sans loi*, Mille et une nuits, Paris, 2000.

14 Cité par Chesnais F., « États rentiers dominants et contraction tendancielle. Formes contemporaines de l'impérialisme et de la crise », in Duménil G. et D. Lévy (sous la dir. de), *Le Triangle infernal. Crise, mondialisation, financiarisation*, Puf, Actuel Marx, Paris 1999.

15 Voir Chesnais F. et Plihon D. (Coord.), *Les Pièges de la finance mondiale. Diagnostics et remèdes*, Syros, Paris 2000, (en particulier les articles de Chesnais F. et Salama P.) et aussi l'article de Serfati C. in *Le Triangle infernal*, op. cit.

16 Voir Chossudovsky M., « Recolonisation programmée au Brésil », *Le Monde Diplomatique*, mars, 1999.

17 Voir Sapir J., *Le Krach Russe*, La Découverte, Paris, 1998.

18 Voir Vergopoulos K., « Le mondialisme financier : remède à la crise ou facteur d'aggravation ? », in *Le Triangle infernal*, op. cit.

19 Voir « La naissance de l'ultra-impérialisme. Une interprétation du processus de mondialisation », in *Le Triangle infernal*, op. cit.

20 Voir *European Economy*, n° 63, Annual economic report for 1997.

21 Voir « Les trois dimensions du néo-impérialisme », in *Actuel Marx*, n° 18, Puf, Paris, 1995.

22 Voir Gerbier B., « L'impérialisme géoéconomique, stade actuel du capitalisme », in *Le Triangle infernal*, op. cit.

23 Voir Boyer R., « Les mots et les réalités », in Cordelier S., Doutaux F. (Coord.), *La Mondialisation au-delà des mythes*, La Découverte, Paris, 1997.

24 Voir Achcar G. (sous la dir. de), *L'Hégémonie américaine*, Actuel Marx, Puf, Paris, 2000.

25 Chesnais F. et Plihon D. (Coord.) p. 46, op. cit.

26 Ces données sont tirées du livre de Duménil G. et de Lévy D., *Crise et sortie de crise*, op. cit.

27 Voir aussi les articles de Plihon D. et Serfati C., in Chesnais F. et Plihon D. (Coord.), op. cit.

28 L'argumentation de G. Duménil et de D. Lévy est à ce propos très convaincante. *Ibidem*.

29 -4,4 % en ex-URSS, -0,9 % en PECO, -0,2 en Afrique subsaharienne, 0,4 au Moyen-Orient et au Maghreb, 0,8 en Amérique Latine. Voir CEPII, *L'économie mondiale 2001*, Paris, 2000, p. 108, (taux de croissance par habitant PPA en dollars).

30 Voir Tombazos S., « Les aspects discordants du développement mondial. Le rapport sur le développement humain 2000 des Nations unies », *Variations* n° 2, Syllepse, Paris, 2001.

31 Voir en particulier Beck U., *Die Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*, Suhrkamp, Frankfurt am Main, 1986.

32 Voir Husson M., *Six milliards sur la planète : sommes-nous trop ?*, éditions Textuel, Paris 2000.